

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES
et de l'APPUI TERRITORIAL
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSÉES
DCPPAT – BICUPE – SIC – LL – 2017 - 257

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DES OLÉAGINEUX (S-I-O)

Commune de SAINT-LAURENT-BLANGY

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

Le Préfet du Pas-de-Calais,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2007 modifié ayant autorisé la Société Industrielle des Oléagineux (S-I-O) à exploiter un atelier de transformation de matières grasses végétales pour l'agroalimentaire, la cosmétique et la pharmacie implanté au 16, rue du Général de Gaulle - 62223 SAINT-LAURENT-BLANGY ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU la visite d'inspection réalisée par l'Inspection de l'Environnement en date du 14 septembre 2017 ;

VU le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 20 octobre 2017 ;

VU la lettre du 27 octobre 2017 informant la Société Industrielle des Oléagineux (S-I-O) de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais réglementaires ;

CONSIDÉRANT que l'Inspection de l'Environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'article 7.7.6.2 (Bassins de Confinement et d'Orage) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2007 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en demeure la Société Industrielle des Oléagineux (S-I-O) à SAINT-LAURENT-BLANGY de respecter les dispositions de l'article 7.7.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2007 modifié susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : OBJET

La Société Industrielle des Oléagineux (S-I-O) située 16, rue du Général de Gaulle - 62223 SAINT-LAURENT-BLANGY est mise en demeure, pour son installation sise à la même adresse, de respecter à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

Dispositions à respecter issues de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2007 modifié susvisé	Délai
<p><u>ARTICLE 7.7.6.2 – BASSIN DE CONFINEMENT ET BASSIN D'ORAGE</u></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.9 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Le dimensionnement de ces bassins sera déterminé dans l'étude prévue à l'article 4.3.2 »</p>	<p>10 mois</p>

ARTICLE 2 :

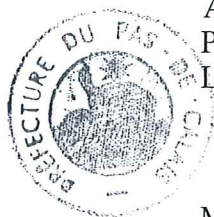
Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article **L.171-7** du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article **L.171-8** dudit Code.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.421-1** du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4: EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société Industrielle des Oléagineux (S-I-O) et dont une copie sera transmise à la mairie de SAINT-LAURENT-BLANGY.



ARRAS, le 17 NOV. 2017
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE

Copies destinées à :

- S-I-O – 16, rue du Général de Gaulle – 62053 SAINT-LAURENT-BLANGY
- Mairie de SAINT-LAURENT-BLANGY
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à LILLE
- Dossier
- Chrono